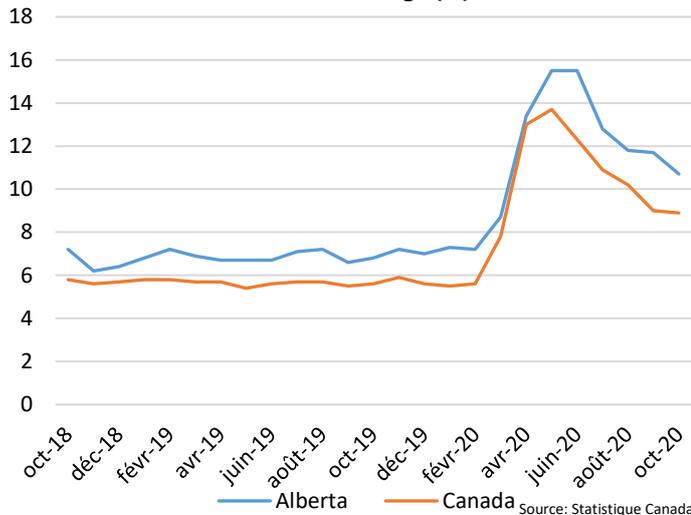


L'Alberta, province la plus dynamique du Canada au cours de la dernière décennie, a été le moteur de la croissance économique canadienne grâce à l'importance de son secteur énergétique. Le PIB réel de la province s'élève à 334 Md CAD (215 Md€) en 2019 (dollars enchaînés 2012) et représente 17% du PIB du Canada. La chute des prix du pétrole a plongé la province en récession en 2015 et 2016 (-3,7% et -3,8% du PIB réel). Les impacts sur les investissements du secteur énergétique ainsi que sur les finances publiques ont été importants. La croissance de l'Alberta a cependant connu un rebond significatif en 2017 (+4,8%), et en 2018 (+2%) avant de stagner en 2019 (-0,6%). La crise de la Covid-19 devrait profondément affecter la reprise de l'économie albertaine. La présence des entreprises françaises est centrée sur la production et les services pour les hydrocarbures.

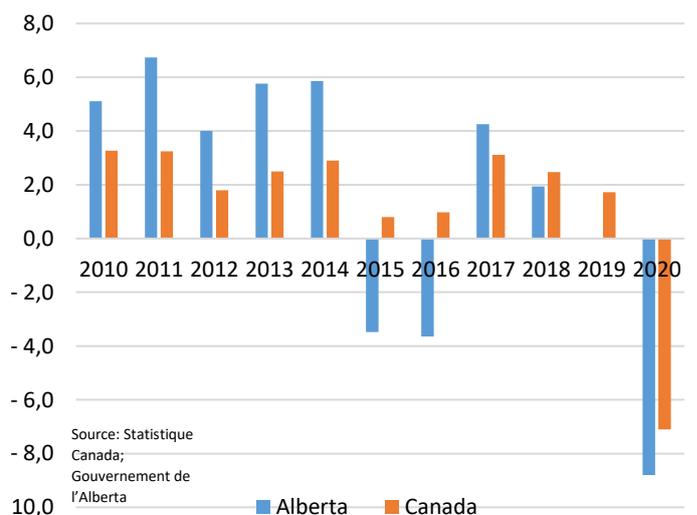
Chiffres clés

- **Superficie** : 661 848 km²
- **Population** : 4,46 M d'habitants ; 11,7% de la population du Canada
- **Population par m²** : 6,1 hab./km²
- **PIB réel 2012 (2019)** : 334,2 Md CAD (-0,6%) ; 17 % du PIB Canadien
- **PIB/hab. (2019)** : 79 000 CAD
- **Taux de chômage (2019)** : 6,9%
- **Déficit public (2019-2020)** : 8,7 MdCAD (2,5% du PIB)
- **Dette provinciale (2019)** : 86 Md CAD
- **Exportations internationales de biens (2019)** : 117,5 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2019)** : 28,3 Md CAD
- **Balance commerciale (2019)** : 89,2 Md CAD

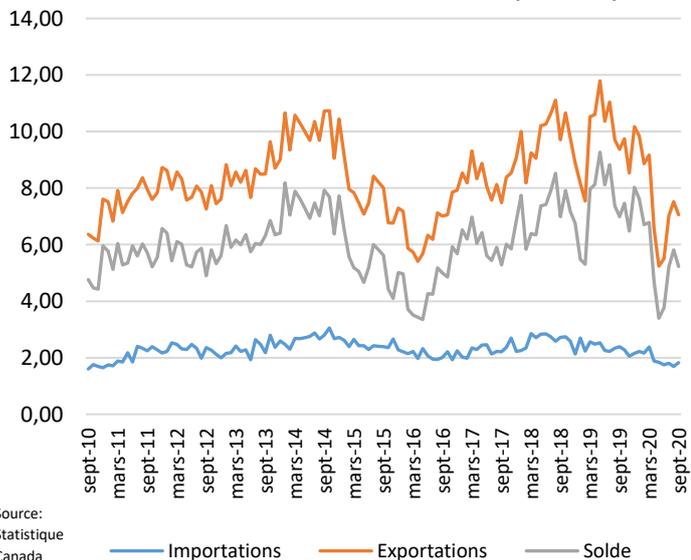
Taux de chômage (%)



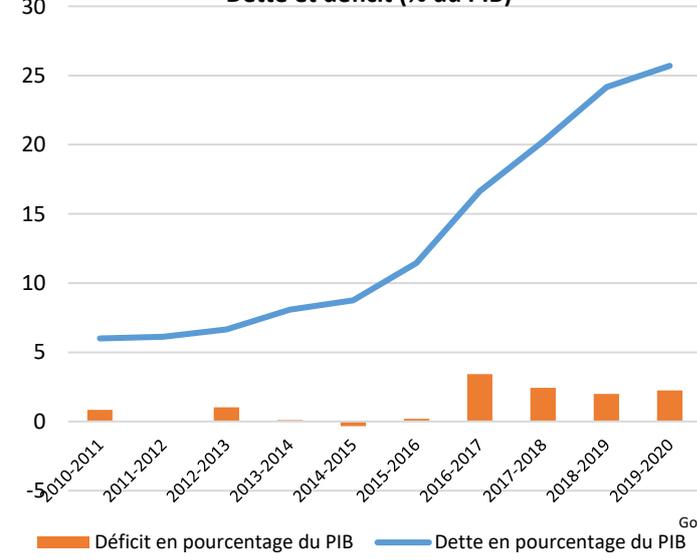
Taux de croissance du PIB réel (%)



Commerce international de biens (Md CAD)



Dette et déficit (% du PIB)



Source: Statistique Canada

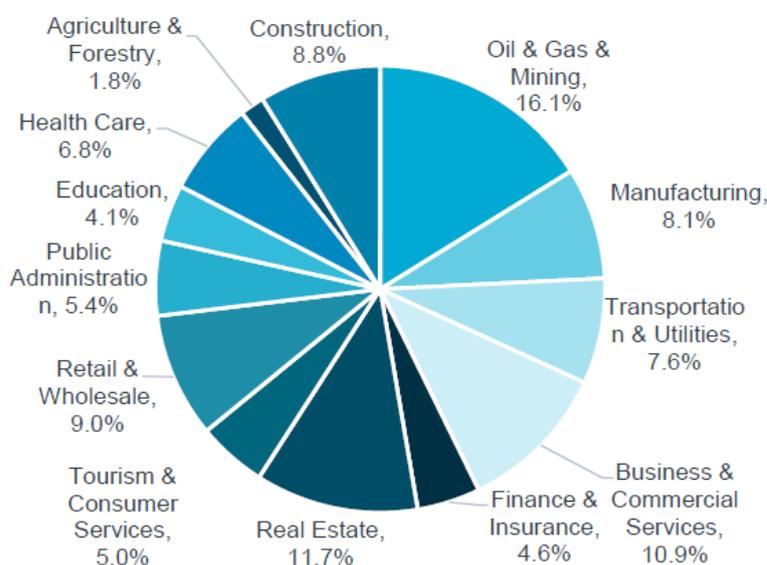
Source: Statistique Canada; Gouvernement de l'Alberta

L'Alberta, le « Texas » canadien

L'Alberta est la 4^{ème} province la plus peuplée du Canada avec 4,46 millions d'habitants soit près de 11,7% de la population du Canada. Sa superficie, 661 848 km, est équivalente à celle du Texas, ou bien à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. 58% du territoire albertain est constitué de forêts. Edmonton est la capitale provinciale (1,4 M d'habitants) tandis que Calgary (1,5 M d'habitants) constitue le centre économique. En 10 ans (2009-2019), la population albertaine a cru de 19,4%, soit la plus forte hausse enregistrée parmi les provinces et les États d'Amérique du Nord (+11,6% en moyenne sur la même période au Canada). La province a enregistré en 2019 un solde positif de migration internationale (+35 375 personnes) et un solde positif de migration interprovinciale (+6 928 personnes).¹

Après avoir augmenté de 4,8% en 2017 (329,9 Md CAD) et de 2% en (336,3 Md CAD), le PIB de l'Alberta a stagné 2,3% en 2019 (-0,6% ; 334,2 Md CAD).

Le PIB de l'Alberta se décomposait en 2019 de la manière suivante :



L'économie albertaine repose sur d'importantes ressources énergétiques, forestières, agricoles et touristiques. Avec des réserves estimées à 166,3 milliards de barils (soit 10% des réserves mondiales), l'Alberta constitue la 3^{ème} réserve mondiale de pétrole, derrière le Venezuela et l'Arabie Saoudite. Le secteur énergétique reste prépondérant dans le PIB provincial (16,1% en 2019). En 2018, la production de pétrole est repartie à la hausse (+9,6% avec 202,5 M m³). La production d'hydrocarbures conventionnels connaît une forte croissance (+13% au cours de l'année avec 33,5 M m³ en 2018). La production d'hydrocarbures non-conventionnels (essentiellement les sables bitumineux) a augmenté de 9% (169 M m³ en 2018). Calgary concentre la quasi-totalité des sièges sociaux des sociétés canadiennes et étrangères du secteur des hydrocarbures alors qu'Edmonton et Red Deer se positionnent en base arrière industrielle des chantiers de Fort McMurray pour l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux.

Après une croissance de 3% en 2018 (149,7 Md CAD ; 96 Md €), le secteur des industries productrices de biens en Alberta a enregistré une baisse de 4% en 2019 (143,7 Md CAD; 92 Md €) et représente 43% du PIB de l'Alberta. Les exportations de biens de l'Alberta vers le reste du monde s'élèvent à 117,1 Md CAD (75 Md€) en 2019 (117,6 Md CAD en 2018), dont 85,5 Md CAD de produits énergétiques (55 Md€), 8 Md CAD de produits de l'industrie chimique et plastique (5,1 Md€), 7,7 Md CAD de produits agricoles et de la pêche (4,9 Md€), 4,3 Md CAD de produits forestiers et matériaux de construction et d'emballage (2,7 Md€) ou encore 4,3 Md CAD de biens de consommation (2,7 Md€).

¹ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2018005-fra.htm>

Le secteur des services représente 56% du PIB de l'Alberta en 2019. Il poursuit une croissance modérée de 1,5 % en 2019 (188,5 Md CAD; 120 Md€).

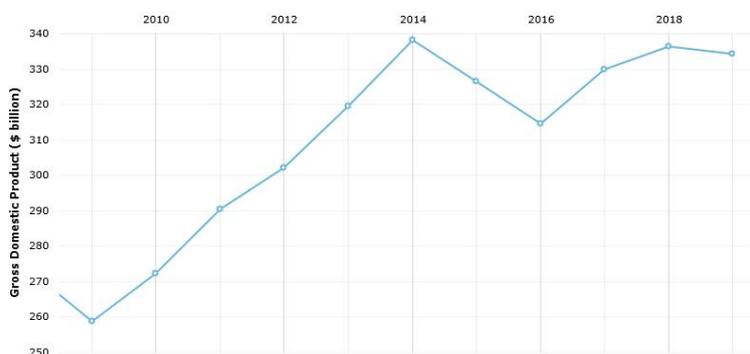
Perspectives économiques

[Après une forte reprise en 2017-2018, les prévisions économiques s'assombrissent du fait de la pandémie de Covid-19.](#)

La situation économique de l'Alberta est difficile depuis la chute des cours du pétrole en 2015 et 2016. La province connaît une importante restructuration de son tissu industriel. Elle fait également face à un ralentissement des investissements et à la vente des actifs des groupes étrangers du secteur du pétrole.

Si la province est sortie progressivement de la crise en 2017-2018, la croissance de son PIB a stagné en 2019 et risque de reculer en 2020 du fait des conséquences économiques de la COVID-19. La croissance modérée de l'année 2018 (+2%) s'est atténuée en 2019 avec une stagnation du PIB réel de la province (+0,6%).²

En raison de la pandémie et de la baisse des prix du pétrole, le PIB réel de l'Alberta devrait se contracter de 8,8% en 2020. Ce déclin devrait être suivi d'un rebond partiel de 4,6 % en 2021. Ainsi, le gouvernement de l'Alberta estime que l'économie de l'Alberta ne devrait pas se redresser complètement avant 2021.³



Si l'emploi avait globalement repris après 2016, avec un taux de chômage stable entre 2018 et 2020 oscillant entre 6,5% et 7,5%, le taux de chômage de l'Alberta a fortement augmenté de février 2020 (7,2%) à mai/juin 2020 (15,5%) durant la crise de la Covid-19. Ce taux est depuis retombé à 12,8% en juillet 2020 et à 11,8% en août 2020.⁴ Le Gouvernement de l'Alberta chiffre le taux de chômage provincial pour le premier trimestre 2020 à 11,6%. Toutefois, il estime également que ce taux devrait revenir à 6% en 2021.⁵

Politique publique

[Le budget provincial durablement impacté par la conjoncture](#)

Le déficit provincial pour l'exercice 2019-2020 est de 8,7 Md CAD (5,6 Md€) soit 2,5% du PIB. La dette publique est passée de 2,8% du PIB en 2016 à 8,2% en 2019. En raison de la dégradation de la conjoncture économique consécutive à la COVID-19, la dette provinciale devrait augmenter de 29,5% en 2020.

Elu en 2019, le gouvernement conservateur de Jason Kenney a pour objectif d'assainir les finances publiques de l'Alberta et d'équilibrer le budget provincial d'ici 2022. Le nouveau gouvernement entend aussi réduire les impôts à travers différentes mesures visant à relancer l'activité économique.

Le gouvernement a par exemple baissé l'impôt sur les entreprises à partir du 1^{er} juillet 2019. En effet, le gouvernement Kenney entend faire passer le taux d'imposition des entreprises de 12 à 8 % de façon progressive d'ici 2022 et dès le début du mois de juillet. L'objectif est d'encourager l'afflux d'investissements étrangers en

² <https://economicdashboard.alberta.ca/GrossDomesticProduct>

³ <https://www.alberta.ca/economic-outlook.aspx>

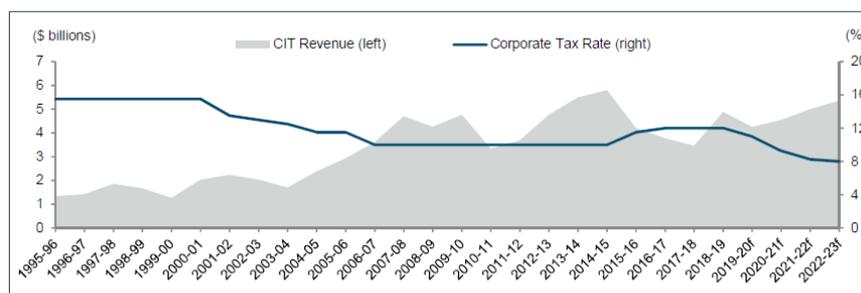
⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410028701>

⁵ <https://www.alberta.ca/economic-outlook.aspx>

Alberta, de créer des emplois et de dynamiser l'économie de la province.

Plus généralement, l'Alberta se distingue des autres provinces canadiennes par une fiscalité très faible, comme en témoigne par exemple une absence de taxe provinciale sur la consommation. En effet, l'Alberta a aujourd'hui le taux d'imposition des sociétés le plus bas du Canada. D'ici 2022, l'Alberta aura l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus bas en Amérique du Nord.

Alberta Corporate Income Tax Revenue and General Rate, 1995-96 to 2022-2023



Source: Alberta Treasury Board and Finance

Aspects sectoriels

[La province est particulièrement exposée aux risques conjoncturels du secteur de l'énergie](#)

[Énergie et matières premières](#)

L'économie de l'Alberta est largement dépendante du secteur énergétique et de la demande énergétique américaine. La demande américaine représente 98,5% des exportations énergétiques de la province (84,2 Md CAD) contre 84% pour les exportations énergétiques de l'ensemble du Canada. En Alberta, le secteur de l'énergie a généré 100,3 Md CAD de revenus en 2019 (64,2 Md€), dont 55,5% liés à l'extraction des sables bitumineux (55,7 Md CAD) et 26,2% au pétrole et au gaz naturel (26,3 Md CAD). Les exportations de produits énergétiques s'élèvent à 85,5 Md CAD (54,7 Md€), dont 87 % de pétrole.

L'Alberta dispose d'un cadre fiscal incitatif pour les projets d'extraction pétrolière et gazière. Le gouvernement possède 81% des ressources naturelles en pétrole et gaz de la province et perçoit les redevances (royalties) des entreprises qui les exploitent. Constatant que le régime de royalties sur le gaz naturel et le pétrole classique avait une incidence négative sur sa compétitivité vis-à-vis de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, la province a abaissé en 2011 ses taux de redevance (de 50% à 40% pour le pétrole classique, de 50% à 36% pour le gaz naturel).

Le gouvernement de l'Alberta a estimé que la production a augmenté de 300 000 b/j en 2018. Cette croissance a résulté notamment de la mise en activité fin 2017 du mégaprojet de Fort Hills (sables bitumineux), d'une capacité de production de 194 000 b/j. Des capacités de production de 380 000 b/j devraient être ajoutées entre 2019 et 2021.

Dans ce contexte, la diversification des voies d'accès aux marchés revêt une importance décisive. En raison d'un goulot d'étranglement au niveau des pipelines, le pétrole lourd de l'Alberta (West Canadian Standard ou WCS) est essentiellement exporté vers les États-Unis. Or, de moindre qualité que le Western Texas Intermediate (WTI), le WCS s'échange sur le marché américain avec un différentiel défavorable par rapport au WTI (54,7 USD par baril en juin 2019); d'où l'importance pour l'Alberta d'accéder à des marchés sur lesquels le WCS est mieux coté.

Afin d'acheminer le pétrole brut issu des sables bitumeux vers les marchés porteurs d'Asie-Pacifique, le **projet d'extension de l'oléoduc Trans Mountain** est un enjeu décisif pour la province. Le projet, évalué à 7,4 Md CAD, vise à construire un deuxième pipeline de 1150 km en plus de celui déjà existant afin de relier Edmonton au terminal pétrolier de Burnaby (Colombie-Britannique), ce qui permettrait de tripler la capacité du dispositif et d'acheminer ainsi 890000 barils de pétrole par jour vers la côte Pacifique.

Le 29 novembre 2016, le gouvernement du Canada avait annoncé l'approbation de l'oléoduc sous réserve de 157 conditions juridiquement contraignantes; le pipeline étant alors la propriété de Kinder Morgan. En 2018, le gouvernement canadien a racheté l'oléoduc pour 4,5 Md CAD. Les actionnaires de Kinder Morgan – jusque-là propriétaire de l'oléoduc – avaient approuvé le 30 août 2018, à 99,98 % la vente au gouvernement canadien. Ottawa a conclu cette cession le 31 août 2018. La cour d'appel fédérale canadienne a annulé le 30 août 2018 le décret permettant au projet d'expansion du pipeline Trans Mountain d'aller de l'avant pour cause de failles

dans l'évaluation du projet par l'Office national de l'énergie et d'un manque de consultation des Premières Nations.

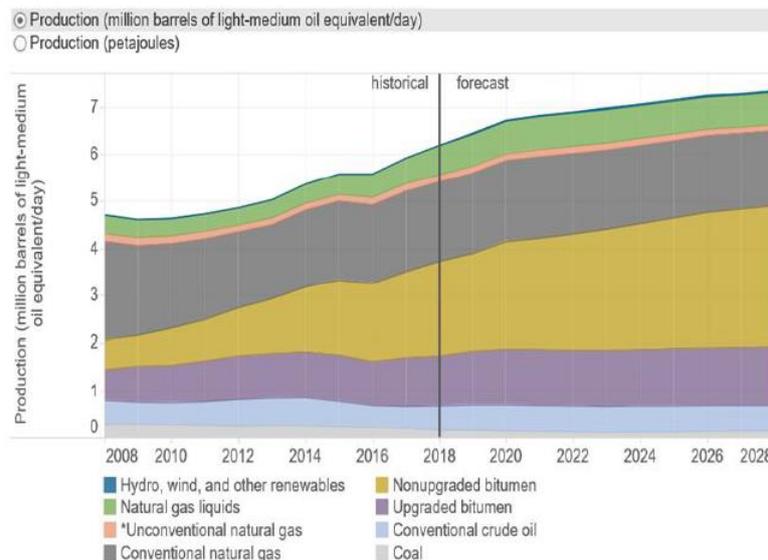
A la suite d'une nouvelle phase de consultations avec les populations autochtones et un nouvel examen effectué l'Office national de l'énergie (16 nouvelles recommandations ajoutées aux 156 conditions initiales), le gouvernement a approuvé l'expansion du pipeline le 18 juin 2019. Les travaux devraient débuter dès l'été 2019. Le gouvernement fédéral investira chaque dollar généré par ce projet dans la transition écologique du Canada (500 M CAD de recettes fiscales additionnelles anticipées).

Par ailleurs, le **projet d'oléoduc Keystone XL**, porté par le consortium TransCanada permettra d'acheminer 830 000 barils de pétrole albertain supplémentaires par jour jusqu'aux raffineries américaines situées près de Houston, pour réexportation. Ce projet d'oléoduc souterrain de 1900 km de long avait obtenu l'approbation de l'administration américaine en mars 2017. Cependant, le 8 novembre 2018, le juge fédéral du Montana, Brian Morris, a suspendu à nouveau le projet en reprochant à l'administration Trump de ne pas avoir justifié son changement de politique par une analyse scientifique sur les risques environnementaux du projet. La suspension décrétée est toutefois temporaire et impose au gouvernement américain d'examiner les implications du projet sur le climat, la faune et les cultures autochtones. TransCanada peut aussi entreprendre certains travaux préalables à la construction (ingénierie, passation de marchés, concertation). Le président américain, Donald Trump, a délivré le 29 mars 2019 un nouveau permis pour le projet Keystone XL, deux ans après une première approbation présidentielle et plus de dix ans après le début de ce projet controversé. Ce nouveau permis signé par le président annule et remplace les autorisations précédentes.

L'entreprise canadienne TC Energy a annoncé le 31 mars 2020 qu'elle poursuivra le projet de construction du pipeline Keystone XL. Ce projet va injecter un investissement d'environ 8 Md USD (7,4 Md€) dans l'économie nord-américaine. Dans le cadre du plan de financement, le gouvernement de l'Alberta investira environ 1,1 Md USD (1Md€) en capitaux dans le projet, suivi d'une garantie de prêt de plus de 6 Md USD (5,5 Md€) en 2021. Le pipeline devrait être achevé et mis en service en 2023. La construction devrait créer plus de 1400 emplois directs et 5400 emplois indirects en Alberta et devrait générer environ 30 Md CAD (19,5 Md€) en recettes fiscales et en redevances.

L'Alberta a aussi entrepris de diversifier son secteur énergétique et de lutter contre le réchauffement climatique, notamment à travers le développement son secteur nucléaire. En effet, le Gouvernement de l'Alberta a annoncé en août 2020 que la province allait rejoindre le protocole d'entente signé en décembre 2019 par l'Ontario, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick pour le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires. Le gouvernement provincial soutient que les petits réacteurs modulaires représentent une source potentielle d'énergie sans émissions et à faible coût pour les régions éloignées de la province, ainsi que pour les industries qui ont besoin de vapeur comme les sables bitumineux.⁶

Figure 6 Total primary energy production in Alberta



⁶ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1725231/nucleaire-petit-reacteur-modulaire-energie-region-eloignee>

Agriculture et agroalimentaire

L'Alberta possède 20,3 millions d'hectares de terres agricole et compte plus de 50 000 agriculteurs (2,7% de la population active d'Alberta). En 2019, la production agricole (hors cannabis) et d'élevage de la province était de 5,5 Md CAD (3,5 Md€), soit 16,5% de la production agricole et d'élevage du Canada (33,7 Md CAD en 2019 ; 21,6 Md€). La même année, la production de l'industrie agro-alimentaire représentait 3,5 Md CAD (2,2 Md€), soit 10,6% de la production annuelle du Canada (33,2 Md CAD ; 20,6 Md€).

L'Alberta est le 1^{er} exportateur de produits carnés et 3^{ème} exportateur agricole du Canada, derrière la Saskatchewan et l'Ontario. Les exploitations sont essentiellement tournées vers l'élevage bovin, le canola (équivalent du colza) et les cultures céréalières (blé notamment).

Au total en 2019 d'après Statistique Canada, 28% de la superficie ensemencée en canola au Canada se trouve en Alberta; 12% de la superficie ensemencée de graines de lin au Canada ; 33 % de la superficie ensemencée en blé au Canada

De plus, 45% de la production nationale de pois secs ; 10% de la production nationale de lentilles; 16% de la production nationale de haricots secs sont situés en Alberta.

Une partie importante de la production agricole est exportée vers les États-Unis, qui restent en 2019 le principal partenaire commercial de l'Alberta (2,2 Md CAD ; 29% des exportations du secteur). La Chine constitue le deuxième marché le plus important de l'Alberta (1,6 Md CAD ; 21% des exportations du secteur), suivi du Japon (700 M CAD ; 9% des exportations du secteur). Ces trois marchés représentent 60% des exportations agricoles de l'Alberta en 2019. En 2019, le commerce bilatéral entre l'Alberta et l'Union Européenne s'est élevé à près de 953 M CAD (610 M€). En effet, l'UE représente le 4^{ème} marché à l'exportation pour l'Alberta, avec des exportations en 2019 à hauteur de 511 M CAD (327 M€). Parmi les produits albertains les plus exportés vers l'UE en 2019 figurent les graines de canola (172 M CAD), les aliments pour animaux (117 M CAD), le blé (101 M CAD), les haricots secs (35 M CAD) et le boeuf (27 M CAD).

Sylviculture

L'Alberta compte plus de 38 millions d'hectare de forêts. En 2019, l'Alberta est le troisième plus grand producteur de produits forestiers au Canada (406 M CAD ; 11% de la production nationale), derrière la Colombie-Britannique (1,5 Md CAD ; 41%) et le Québec (851 M CAD ; 23,5%). En 2019, les exportations totales de bois, charbon de bois et ouvrages en bois de l'Alberta ont atteint 1,5 Md CAD.

Hautes technologies

Les principaux secteurs de hautes technologies en Alberta sont les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et les nanotechnologies. Le gouvernement de l'Alberta, à travers l'agence publique *Alberta Innovates*, accompagne l'industrie des TIC pour soutenir le développement de nouvelles technologies, accroître la commercialisation et développer de nouveaux marchés et opportunités. L'industrie des TIC comprend environ 4 600 entreprises et 45 000 employés, ce qui en fait l'un des secteurs clés de l'Alberta.

En Alberta, l'industrie aérospatiale est dominée par la production de systèmes géospatiaux et de ses composantes et pièces. Ce secteur emploie 6 000 salariés (compagnies aériennes et aéroports non compris). La province est active dans les secteurs de la robotique et des systèmes de véhicules téléguidés, des sciences spatiales, géomatiques, des systèmes de navigation, et des services d'entretien et de réparation.

Tourisme

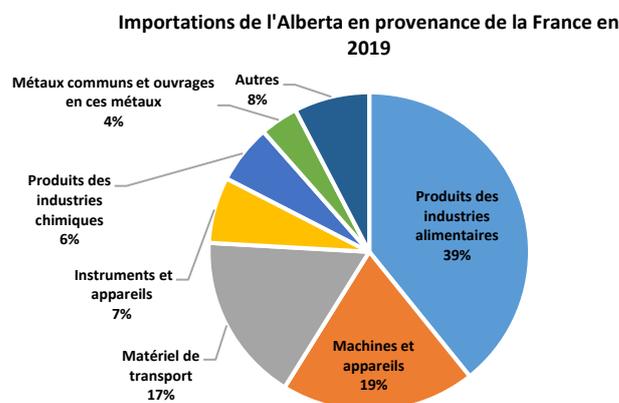
Le tourisme soutient plus de 127 000 emplois dans l'ensemble de la province. Le Gouvernement de l'Alberta souhaite que le tourisme dans la province double d'ici 30 ans.

Relations bilatérales

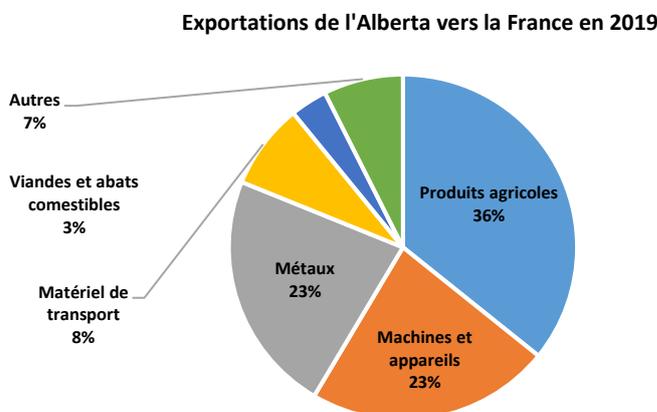
La présence des entreprises françaises se maintient malgré la baisse des activités résultant de la chute des cours de l'énergie

Les échanges commerciaux bilatéraux représentaient 478 MCAD (306 M€) en 2019, dont 219,7 MCAD (140,6 M€) d'importations en provenance de France.

L'Alberta est la 4^{ème} province canadienne qui importe le plus de France avec 219,7 M CAD (140,6 M€; +0,3%; 219,1 M CAD en 2018), soit 2,5% des importations totales du Canada en provenance de France. En 2019, les **importations de produits français en Alberta** concernent principalement les secteurs des **produits des industries alimentaires** (86,2 M CAD, 55 M€ ; 39%), des **machines et appareils** (43 M CAD, 27,5 M€ ; 20%), des **matériel de transport** (37,5 M CAD, 24 M€ ; 17%), les **instruments et appareils (optique, photographie, cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision...)** (14,7 M CAD, 9 M€ ; 7%) et les **produits des industries chimiques** (13 M CAD, 8,3 M€ ; 6%).



L'Alberta est la 3^{ème} province canadienne qui exporte le plus vers la France avec 258 M CAD (165 M€) contre 230 M CAD en 2018 (-12,2%), soit 7,8% du total des exportations du Canada vers la France. En 2018, la France est le 9^{ème} pays client de l'Alberta et ne représente que 0,19% des exportations totales de la province⁷. En 2019, les **exportations d'Alberta vers la France** concernent en premier lieu les **produits agricoles** (92,4 M CAD, 59,1 M€ ; 36%), avec principalement de la graines et fruits oléagineux et des légumes. Viennent ensuite les **machines et appareils** (58,6 M CAD, 37,5 M€ ; 22,7%), les **métaux** (58,4 M CAD, 37,4 M€ ; 22,7%), le **matériel de transport** (20,6 M CAD, 13,2 M€ ; 8%) et les **viandes et abats comestibles** (8,8 M CAD, 5,6 M€ ; 3,5%).



L'Alberta compte près de 49 groupes français présents sur 112 sites. La présence française en Alberta est centrée sur la **production et les services pour les hydrocarbures**. En effet, on y relève la présence de **Total**, **Schlumberger**, ou encore de l'Institut français du pétrole (**IFP Energies Nouvelles**). **Total** a fortement réduit ses effectifs en Alberta au cours des dernières années, notamment suite aux pertes enregistrées en 2016. Le groupe s'est retiré des sables bitumineux de l'Alberta et se concentrera désormais sur l'exploitation de pétrole plus rentable. Total possède un portefeuille d'actifs dans 4 sites de la région de l'Athabasca : Surmount (50%, exploité par ConocoPhillips), Fort Hills (29.2%, exploité par Suncor Energy), Joslyn (38.25%, exploité par Total); et Northern Lights Partnership (50%, exploité par Total).

Total a annoncé le 29 juillet 2020 une dépréciation « exceptionnelle » d'actifs totalisant 7 Md USD (5,9 Md€) dans les sables bitumineux de l'Alberta. En effet, au total, les dépréciations exceptionnelles d'actifs qui seront donc

⁷<https://open.alberta.ca/dataset/565c3edd-5eb7-462c-88a2-7dc02767fcb3/resource/61924344-1596-4be8-9af3-b6d0bc3c9628/download/france-alberta-relations-2019-07.pdf>

prises en compte au second trimestre 2020 s'élèvent à 8,1 Md USD, dont 7 Md USD sur les seuls actifs de sables bitumineux canadiens, impactant ainsi le taux d'endettement du Groupe de 1,3%. Total n'approuvera dorénavant aucun nouveau projet d'augmentation de capacités sur ces actifs de sables bitumineux au Canada. Ces dépréciations sont liées à la participation de 24,6 % du groupe dans la mine de sables bitumineux de Fort Hills exploitée par son partenaire Suncor Energy Inc. et celle de 50 % dans le projet de sables bitumineux thermiques de Surmont exploité par son partenaire ConocoPhillips.

La France est bien représentée dans le secteur de l'énergie et de l'environnement, au moment où l'Alberta s'est donné pour objectif de transformer son mix électrique.

La présence française en Alberta est également marquée dans le **secteur bancaire et financier** avec des banques telles que **BNP Paribas**, **Société Générale** et sa filiale de courtage Newedge, qui s'inscrivent dans un contexte de développement rapide du secteur financier en Alberta, notamment tiré par le dynamisme des secteurs de l'énergie et la construction qui a engendré l'émergence de services financiers spécialisés dans le financement de projets liés à ces secteurs.

La présence française est par ailleurs forte dans le secteur du **BTP**, notamment dans le cadre de la rénovation du périphérique de Calgary. En effet, des constructeurs comme **Lafarge** (sites de cimenteries, maintenance d'autoroute à Edmonton) et **Vinci** (branche Vinci Construction à Fort McMurray) bénéficient également des nombreux appels d'offre dont le cadre du programme de travaux et de développement des infrastructures de la province.

[Nouvelles opportunités](#)

Aérospatial et Défense :

Plusieurs entreprises du secteur sont localisées, collaborent ou alimentent l'Alberta, dont **SAFRAN's MORPHO**, **Airbus**, **Eurocopter**, **Dassault Aviation** ou **Thales**.

En juin 2019, 64 organisations d'Alberta ont pris part au Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris-Le Bourget, avec 11 représentants de 7 organisations présents sur place – soit le contingent le plus important de l'Ouest du Canada.

Construction :

Le groupe français de BTP Vinci (65%), associé à la société canadienne Graham (35 %), a annoncé le 16 juillet 2020 avoir décroché un contrat d'une valeur de 183 M€ pour réaliser la dernière section du périphérique de la ville de Calgary. Cette infrastructure routière de cinq kilomètres au sud de la ville comprendra quatre échangeurs, sept ponts ainsi qu'un passage souterrain pour les piétons. Les travaux englobent le terrassement, le drainage, la pose des enrobés et l'installation de l'éclairage public. Le terme de ce chantier, remporté par des filiales de Vinci (Carmacks, filiale d'Eurovia, et VINCI Construction Terrassement) pesant pour 65% dans le groupement des entreprises retenues par le Ministère des Transports de la province de l'Alberta, est prévu pour 2024. Cette dernière section doit permettre le contournement à l'ouest de Calgary via un réseau de plus de 100 km de voies continues autour de la ville. Vinci avait réalisé au Canada en octobre 2019 le contournement de Regina, capitale de la province de Saskatchewan, dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Energie :

Plusieurs entreprises du secteur de l'énergie sont localisées ou collaborent en Alberta.

Par exemple, **Air Liquide** et **Shell Chemicals** ont renouvelé en juillet 2019 des contrats pour la fourniture d'oxygène, d'azote, de vapeur et d'électricité au site Scotford de Shell près de Fort Saskatchewan en Alberta, au Canada. Dans le cadre de cet engagement à long terme, Air Liquide rénovera ses installations à Scotford, ce qui favorisera également la croissance future au sein de ce bassin industriel clé.

Environnement :

Plusieurs entreprises françaises du secteur environnemental, dont **Suez Environment** and **Veolia**, sont basées en Alberta et ont comme projet de développer de nouveaux projets.

Tourisme :

De plus, le 10 octobre 2018, la compagnie aérienne West Jet a annoncé le lancement d'une ligne directe non-stop Calgary-Paris.

Présence d'entreprises françaises

Entreprises françaises implantées en Alberta

Energie : Total, IFP Energies Nouvelles, Schlumberger, Air Liquide, Orano Canada, Schneider Electric, Veolia Environnement, Vallourec, EDF Energies Nouvelles

Industrie / Transports / Environnement : Alstom, Bolloré Logistics, Foraco, Engie, CGG, CMA-CGM, Rexel

Construction : Bouygues (Colas), Soprema, Lafarge, Vinci (Eurovia), Saint-Gobain, Eiffage, Menard, Sercel

Finance/Assurance : Société Générale, BNP-Paribas, Newedge

Biens de consommation et services : Sephora, Louis Vuitton, Roche Bobois, Essilor, L'Occitane en Provence, Hermes, Lacoste, Chanel, Groupe Louis Dreyfus, Servisair, Sodexo, Vitalaire, Publicis

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Ottawa.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur : Service Économique Régional d'Ottawa
Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9
Canada**

Mise à jour par : Jean-François Steinmetz

Revue par : Thibault Decruyenaere

Validée par : Xavier Bonnet

Version de septembre 2020

Sources : Statistiques Canada, Gouvernement de la Province de l'Ontario et Banque Royale du Canada